

# [Analyse]

jeudi

04.06.20

## De la raison sécuritaire à la raison sanitaire : la gestion pandémique en Israël et Palestine

Par Sylvaine Bulle

**L**a crise sanitaire est riche d'enseignements pour qui veut comprendre les structures du pouvoir, de l'État et des institutions qui concourent au gouvernement des populations. Des notions comme celle de « biopolitique » ou de « résilience » semblent être devenues essentielles, en Europe et ailleurs. Les contributions abondent pour décrire un « état d'exception » et plus généralement l'optimisation du souci sanitaire dans la gestion de l'épidémie de la Covid-19. Dans le cas d'Israël, ces termes ont une signification particulière car les populations, tout comme l'urbanisme et les environnements, sont depuis la naissance de l'État régulés et encadrés dans une perspective sécuritaire.

Aussi, à l'heure où se met en place en France et dans d'autres pays un état d'urgence sanitaire, ce type de gouvernabilité s'applique de longue date en Israël. La raison sécuritaire repose sur l'état d'urgence, en vigueur depuis 1948, incluant le rôle central de l'armée et des

institutions d'État, et la discipline des populations, disponibles et mobilisées en cas d'alerte. Elle consiste également à mettre en place des instruments biopolitiques protégeant les populations en cas de guerre. S'ajoute à cela, depuis 1967, date de l'occupation de la rive Ouest du Jourdain, des dispositifs juridiques ou administratifs complexes concernant les Territoires Palestiniens.

D'autre part, aucun autre pays qu'Israël n'a développé une conception aussi étroite des rapports entre économie et sécurité, y compris en temps d'épidémie. Le néo-libéralisme israélien prescrit la sécurité comme le moyen d'atteindre un état de paix et de prospérité économique. Au sein de celui-ci, la sécurité des vies repose sur des procédures concernant par exemple la mobilité des travailleurs Palestiniens, indispensables à Israël, dans une perspective de développement du pays. Parallèlement, les autorités et les acteurs économiques organisent la mise à l'écart des religieux juifs, non productifs et indisciplinés, devenus les nouveaux stigmates de la nation.

Dans ce contexte, la gestion de la crise du coronavirus en Israël, sur la rive Ouest du Jourdain, offre des éclairages intéressants sur l'inscription de la sécurité sanitaire dans un système plus large, où s'articulent résilience, libéralisme économique et sécurité.

## **Le paradigme de gouvernement et l'adaptabilité comme politique**

Il est utile de revenir sur quelques faits marquants de cet épisode épidémique. En Cisjordanie et à Gaza, l'épidémie redoutée n'a pas eu lieu. Le nombre de porteurs du virus était à la mi-mai six fois moins élevé dans les Territoires Palestiniens qu'en Israël. À Gaza et dans les camps de réfugiés, très peu de cas ont été détectés et les commentateurs qui s'étaient risqués à prédire l'hypothèse de l'écroulement sanitaire de la bande de Gaza, « confinée » depuis maintenant dix ans, se sont trompés. Quelques dizaines de décès ont été enregistrés.

Les mesures d'isolement mises en place par les Palestiniens dans leurs territoires respectifs, tout comme celles décrétées par Israël, sont apparues efficaces. Au total, seize mille cas d'infection ont été comptabilisés en Israël. Jérusalem-Est (qui n'entre pas dans la comptabilité nationale) enregistrerait cinq cents cas, pour environ trois cent mille habitants. Mais à l'intérieur du pays d'Israël, les communautés ultra-orthodoxes ont enregistré des taux de morbidité et de contagion très élevés.

Comment expliquer ce tableau ? Ni l'État d'Israël, ni l'Autorité Palestinienne n'avaient de plan de gestion d'épidémie, mais leurs citoyens, particulièrement habitués aux économies de guerre, savent s'organiser rapidement, de Gaza à Ramallah, jusqu'à Tel-Aviv. À ce titre, le lien qui unit le citoyen palestinien ou israélien à l'État-nation repose sur l'intériorisation d'un ensemble de normes sécuritaires. Un autre facteur entre en ligne de compte. L'État d'Israël, moins technocratique que certains pays occidentaux, a considérablement investi dans un ensemble de dispositifs territoriaux ou d'agencements entre le droit, les procédures administratives et la surveillance policière. Et la population israélienne sait s'organiser rapidement.

Quant à la rive Ouest du Jourdain, l'armée israélienne, qui s'appuie sur une administration civile (en charge de la coordination des Territoires et en lien avec les services de l'Autorité Palestinienne) n'a pas eu trop de mal à faire accepter des procédures de confinement, s'appliquant à toutes les populations et aux commerces, ou à modéliser un système de contrôle qui satisfasse aux impératifs sécuritaires et désormais sanitaires.

Dans la bande de Gaza, qui ne compte que deux hôpitaux (non équipés pour absorber une épidémie), les rares échanges avec l'extérieur ont été réduits au strict minimum, à la demande conjointe d'Israël et du Hamas (qui gouverne la région) ; cette articulation démontrant le rôle majeur de l'État hébreu dans cette partie palestinienne. Ici, comme sur la rive Ouest du Jourdain, l'autorité civile et militaire israélienne s'est employée à faire émerger un partenariat avec toutes les ONG médicales pour livrer du matériel (masques, désinfectant, tests) fourni par l'Organisation Mondiale de la Santé, à destination des mosquées et des hôpitaux. En Cisjordanie, ce sont les militaires israéliens qui ont eux-mêmes procédé aux livraisons. Simultanément, l'administration civile israélienne offrait à l'Autorité Palestinienne l'équivalent de deux cent millions d'euros, correspondant à une avance de recettes fiscales.

Qu'il s'agisse des habitants de Gaza ou de Cisjordanie, ces derniers savent mettre en œuvre efficacement des systèmes de résistance et d'auto-organisation dans la mesure où ils ont été habitués aux couvre-feux, imposés par l'armée israélienne durant les dernières décennies. Lors de la crise sanitaire, les innombrables comités et brigades des camps, religieux ou politiques, et les ONG à la main du Hamas ont largement assuré la désinfection des espaces, la distribution de masques, la prévention et la surveillance du confinement. Les autorités locales et l'UNRWA (agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) ont reconverti des écoles en centres de quarantaine, pris des mesures dans toutes les villes palestiniennes, et implanté des centres de dépistage. À l'intérieur de la Cisjordanie, les familles les plus en difficulté ont été soutenues par l'Autorité Palestinienne et aidées par le biais d'une vaste campagne de dons, lancée par la société civile, y compris à destination des familles les plus pauvres de Jérusalem.

## **Protéger des vies, mais des vies productives**

Mais ce qui est à analyser réside dans le lien qu'effectue désormais clairement le gouvernement israélien entre économie et sécurité, aux fins ultimes de développement. Le contrôle biopolitique des populations repose sur des dispositifs combinant la recherche de la sécurité (« antiterroriste » et maintenant sanitaire) et la maximalisation des intérêts économiques.

Il faut remarquer que l'État d'Israël, contrairement à une idée reçue émanant souvent de la critique antisioniste, ne s'est jamais préoccupé, y compris dans les phases d'occupation, de prendre en charge l'état civil, la santé des populations palestiniennes, pas plus qu'il ne le fait dans la période actuelle. Son objectif est avant tout économique et prudentiel, dans la mesure où il s'agit de maximaliser la mobilité des travailleurs en provenance de la rive Ouest du Jourdain, indispensable à l'activité israélienne, mais en minimisant les risques liés à cette migration journalière économique.

Les économies israéliennes et palestiniennes n'ont jamais été autant imbriquées, y compris par temps de pandémie, dans la mesure où les travailleurs palestiniens fournissent la totalité de la main-d'œuvre pour les chantiers de construction en Israël, qui ont été maintenus durant la crise sanitaire. L'alliance de la sécurité et de l'économie s'effectue depuis deux décennies à travers des politiques sélectives concernant les déplacements des travailleurs en Israël. L'octroi d'un permis de travail dépend d'un capital économique (l'intérêt des métiers comme ceux de la construction, le type d'employeur et de sous-traitants), d'un capital sécuritaire (le lieu de résidence et l'absence d'antécédents avec la police). Des procédures drastiques consolident depuis une décennie une paix économique, à laquelle consentent les travailleurs palestiniens, qui voient à travers elle la possible amélioration de leurs conditions de vie. Les résidents palestiniens qui ne travaillent pas en Israël sont eux aussi soumis, depuis les accords d'Oslo, à une politique de contentation et sont restreints dans leur déplacements, limités aux seules zones palestiniennes.

Ce paradigme du gouvernement par l'économie alliée à la sécurité s'est étendu, durant la période épidémique, pour intégrer l'impératif sanitaire. Puisque l'objectif est de protéger des vies de la propagation d'un virus, tout comme de la menace « terroriste », il a suffi au gouvernement israélien d'étendre les dispositifs existants, qu'il s'agisse de la contentation des populations ou du filtrage économique-sécuritaire. Ainsi, sur la rive Ouest du Jourdain, les zones A et B de la Cisjordanie, qui sont, en temps normal, de véritables *clusters* plus ou moins fermés, sont devenues des zones sanitaires confinées, en raison des mesures prises par l'Autorité Palestinienne.

Mais c'est à l'État hébreu que sont revenues les mesures les plus importantes, comme la fermeture des *check-points* y compris à Jérusalem. Les travailleurs Palestiniens en Israël ont été priés de dormir sur leur chantier, sans revenir en Cisjordanie afin d'éviter toute propagation. À Jérusalem-Est, tout comme dans les camps de réfugiés, où les populations sont peu à la main des autorités quelles qu'elles soient, l'État hébreu a concentré ses efforts sur le démantèlement des postes sanitaires qui avaient été installés sans autorisation. Les autorités policières ont freiné les initiatives provenant de quelques aventuriers politiques palestiniens, ou d'organisations sanitaires et communautaires. Ceux-ci étaient réapparus pour reconstituer des réseaux de solidarité et de soin, au prétexte que la Municipalité de Jérusalem était indifférente aux citoyens Palestiniens.

# Les religieux et le refus de la « résilience »

De manière générale, produire des sujets dans le néo-libéralisme consiste à produire des sujets enclins à s'auto-responsabiliser, et qui ne constituent donc pas une menace pour les gouvernements, ni pour leur environnement. En lien avec le contexte, on peut faire le constat de cette « résilience » des deux sociétés israélienne et palestinienne. Les Palestiniens, généralement perçus comme dangereux et hostiles à l'État hébreu sont apparus, aux yeux des médias et de la société israélienne comme étant organisés, coopératifs, devant le risque d'épidémie. L'armée israélienne a salué leur discipline et leur efficacité, à l'heure où se profile la perspective d'un plan d'annexion. Mais tout cela ne peut être dissocié d'un autre constat relevant du principe de symétrie en sociologie. Car une image bien différente a été renvoyée par un autre type de population : en l'occurrence, les communautés juives ultra-orthodoxes, accusées d'avoir propagé le virus.

Parmi les deux types de population qui ont développé des taux élevés d'infection, on trouve les Bédouins d'Israël, dispersés et ne disposant pas d'infrastructures sanitaires, mais surtout les communautés juives ultra-orthodoxes. Le nombre de sujets infectés aurait atteint en effet 75% des quartiers ultra-orthodoxes de Bnei Brak dans la banlieue de Tel Aviv, et aurait été supérieur à 50% dans les quartiers religieux de Beit Shemesh, ville au centre du pays, et de Méa Shéarim, situé à Jérusalem. C'est d'ailleurs en raison de la propagation rapide du virus au sein de ces communautés que l'armée a dû effectuer des incursions musclées, accroissant la haine des religieux vis-à-vis du pouvoir.

On aura tôt fait de renvoyer ces données aux seuls modes de vie de ces religieux. Il faut plutôt y voir une des limites du gouvernement sanitaire et de l'imaginaire biopolitiqué. En effet, si la raison sanitaire, tout comme le néo-libéralisme, requièrent une adaptabilité constante des sujets, les religieux ultra-orthodoxes échappent à ce constat. Ils demeurent ingouvernables et font partie des populations non productives. Les chefs de famille ne travaillent pas et les communautés ultra-orthodoxes sont largement paupérisées, vivent dans la promiscuité, et se soucient peu de respecter les normes de sécurité. De même l'absence de moyens de communication comme internet et leur mauvaise connaissance de la langue nationale (l'hébreu) les privent des informations sanitaires publiques. Enfin, les communautés n'obéissent qu'à des chefs spirituels, ayant pour une large part demandé à leurs populations de ne pas respecter les consignes sanitaires : comme la fermeture des écoles talmudiques où adultes et enfants sont agglomérés, et où la Torah circule de mains en main, vénérée comme le seul élément pouvant sauver le monde infecté.

En d'autres termes, les religieux échappent à la biopolitique sanitaire et refusent de s'isoler d'un monde auquel ils n'appartiennent pas. « Non-résilients » et non-inscrits dans le monde terrestre, ils refusent de voir l'armée ou l'administration s'ingérer dans leurs modes de vie, alors que leurs normes sont des plus rigides, notamment sur le plan alimentaire. De surcroît, il faudrait souligner que les communautés ultra-

orthodoxes ne voyagent pas en dehors de certaines périodes. Elles se limitent à la visite de leurs propres contrées religieuses, ne se rendent pas dans d'autres commerces que ceux qui leur sont propres, et vivent dans l'entre-soi.

Il est donc permis de penser que la crise sanitaire a conforté, de leur part, le refus d'un modèle qui est celui de la résilience et de l'entrepreneuriat. À l'inverse, l'hostilité que les ultra-orthodoxes, femmes et hommes, ont inspiré lors de l'épidémie, est liée à leur résistance à se montrer comme étant des sujets responsables et attentifs à leur environnement, c'est-à-dire à l'altérité.

Cela étant posé, il n'est pas anodin de constater que ces religieux, qui sont traités avec attention par les partis de gouvernement lorsqu'il s'agit de créer des alliances gouvernementales, sont rejetés par le même ordre politique au motif de leur irresponsabilité sanitaire. Celle-ci a d'ailleurs conduit à la démission du Ministre de la santé, ultra-orthodoxe, et qui refusait de s'adresser à ces communautés pour qu'elles intègrent différentes mesures préventives.

Tout cela ne permet-il pas de mettre à jour les différentes valeurs accordées à la vie, au prisme de la raison sanitaire ? Une des valeurs est spirituelle et l'ordre divin suffit, pour ceux qui lui obéissent, à régler les problèmes sanitaires, alors que l'autre est économique ou matérielle. La pandémie ne semble pas remettre en cause cet ordre des choses, même si une partie, certes mineure, de la jeunesse ultra-orthodoxe cherche à s'émanciper de normes contraignantes, dans la demande d'accès aux réseaux sociaux et dans une éducation ouverte sur les sciences rationnelles.

## **De la résilience à la co-résistance ? Un imaginaire autre que celui de la biopolitique**

En résumé, il s'agit de souligner, à partir de cet épisode, la place prise par les injonctions à la « résilience », au-delà du strict lien entre économie et sécurité. La raison sanitaire, qui se traduit par le contrôle biopolitique des populations et des environnements, éclaire une finalité majeure qui est le maintien de l'économie néo-libérale au sein de laquelle certains sont indispensables, tandis que d'autres sont improductifs.

Mais un autre point apparaît. Si chaque régime de gouvernement produit un sujet propre à le définir (libéral, autonome, citoyenneté ou étatiste), parlons ici d'un régime libéral et *résilient* dont la finalité est la sécurité de la vie elle-même. Il permet de faire émerger une auto-responsabilité des citoyens qui s'applique aux épisodes guerriers, avec le recours massif aux masques, aux techniques de défense, aux

brigades de quartier et au vigilantisme – cette sécurisation étant étendue au domaine sanitaire et pouvant s'appuyer sur les nombreux dispositifs institutionnels.

La raison sécuritaire traverse en particulier la société israélienne séculière, sans véritablement être remise en question au profit d'autres préoccupations, comme le changement climatique et l'écologie, ou le projet d'une démocratie inclusive et solidaire. Contrairement aux pays occidentaux, peu de citoyens israéliens (et cela vaut pour les citoyens palestiniens) voient dans la crise sanitaire, une possibilité de remettre en cause leur organisation politique et sociale. La pandémie n'est d'ailleurs pas apparue comme une menace pour la stabilité gouvernementale, comme le montre la formation d'un gouvernement d'urgence et d'union qui voit le premier ministre Benjamin Netanyahu être confirmé comme le chef de la nation.

Finalement, l'épisode pandémique ne montre-t-elle pas la capacité de sociétés libérales à s'adapter, plutôt que de se transformer économiquement et politiquement ? Comme le font remarquer les politistes Evans et Reid dans leur approche des régimes biopolitiques de gouvernance, le sujet résilient est un sujet qui accepte l'état du monde dans lequel il se trouve<sup>[1]</sup>. Il participe à ce dernier, en étant réaliste sur ses menaces et ses dangers, et en formant le vœu d'une durabilité et d'une sécurité. Dès lors, il est possible qu'il renonce à l'idée même de résistance face à cette raison sécuritaire.

Si la crise du corona a amplifié la résilience comme paradigme de gouvernement, quelle place peut occuper une « résistance » par les gestes de solidarité humaine, mais également par la reprise en main d'un imaginaire qui ne soit pas que biopolitisé ? La question se pose à propos d'une approche de la politique menacée d'extinction en Israël comme sur la rive Ouest du Jourdain, en raison de la colonisation des affects par les questions sécuritaires, économiques ou nationalistes. Alors que l'avenir qui se dessine est celui de nouveaux plans d'annexion, il est peu probable de voir émerger une co-résistance ou une co-construction qui puissent être basées sur des solidarités, y compris judéo-palestiniennes, échappant à cette conquête de la biopolitique. Mais il n'est peut-être pas trop tard. L'enquête, en situation critique, ne fait que commencer.

---

[1] Brad Evans et Julian Reid, *Resilient Life. The art of living dangerously*, Cambridge, UK and Maiden, Mass. Polity Press, 2014.

**Sylvaine Bulle**

SOCIOLOGUE, PROFESSEURE À L'ENSA DE  
PARIS DIDEROT

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies de mesures d'audience et de partage sur les réseaux sociaux. En savoir plus.

**OK**